

Paris, le 12 novembre 2014

**Le rapport de Terra Nova sur les concessions autoroutières :
des raisonnements orientés, fondés sur des hypothèses fausses**

Terra Nova publie aujourd'hui un rapport intitulé « Les concessions autoroutières : comment sortir de l'économie de rente ».

Les sociétés concessionnaires contestent les affirmations contenues dans ce rapport, et donnent les raisons de leur désaccord point par point, en regard de chacune d'entre elles dans le document joint.

Elles regrettent profondément que l'ensemble des affirmations, le plus souvent non étayées et ignorant les mécanismes juridiques et financiers des concessions, reposent sur l'unique objectif de prélever la trésorerie d'un système dont l'équilibre repose sur l'existence même de cette trésorerie pour rembourser la dette que les sociétés ont contractée en lieu et place de l'État.

Elles le regrettent d'autant plus qu'elles ont la conviction que les partenariats publics privés constituent - en période de crise des finances publiques - le seul système capable de financer des investissements d'infrastructures, sans peser sur l'impôt, sans peser sur la dette, en faisant fonctionner le principe « utilisateur-payeur ».

Les sociétés concessionnaires sont prêtes à faire appel aux marchés pour investir, à la demande de l'État, dans le plan de relance. Il n'est pas sérieux de s'imaginer leur faire faire sous la menace, dans un rapport de force qui décrédibiliserait gravement la signature de l'État dans son rapport avec ses délégataires.

Les sociétés concessionnaires qui se flattent de la satisfaction, jamais démentie, de leurs clients et qui revendiquent l'application scrupuleuse, jamais démentie, de leurs contrats, demandent que les contempteurs des concessions analysent le système pour ce qu'il est : un outil contractuel à la disposition du pays pour en assurer, comme il l'a toujours fait, l'équipement et l'aménagement, en transparence et en confiance avec le donneur d'ordre.